

La sécurité de la France est dans la Russie des Soviets

Christian Rakovsky

Source : « L'Humanité », dimanche 27 juillet 1924, p. 1. Notes MIA.

Dans de tout récents télégrammes, échangés entre Herriot et Tchitchérine, le Premier ministre français a de nouveau pris l'engagement de s'occuper de la reprise des relations avec les Soviets, dès son retour à Paris. L'occasion nous a paru propice de poser quelques questions à notre camarade Rakovsky, représentant de l'U.R.S.S à Londres.

Que pensez-vous de l'échange des télégrammes entre Herriot et Tchitchérine ?

— Je considère que ces télégrammes constituent un nouveau pas vers l'établissement des relations normales entre l'Union soviétique et la France. À présent, il faut attendre le dernier pas qui, selon la déclaration de M. Herriot, doit être fait après la conférence interalliée de Londres.

D'après vous, quel doit être ce pas ?

— Il est évident qu'il doit consister dans la reconnaissance de l'Union soviétique. Chaque jour de nouveaux événements surgissent dans la vie internationale qui devraient convaincre n'importe quel gouvernement français, ainsi que l'opinion publique française, de ce que l'établissement de relations normales avec la Russie est nécessaire et inévitable, non seulement dans les intérêts de la Russie, mais dans ceux de la France elle-même.

Je suis attentivement les travaux de la conférence interalliée¹ par la presse française. L'argument le plus souvent mis en avant est que la France doit recevoir des garanties de sécurité en cas d'évacuation de la Ruhr². En quoi peuvent consister ces garanties ? Il est clair que la garantie contre le danger du nationalisme allemand ne peut se trouver que dans le raffermissement de la paix européenne.

Mais peut-on prétendre que la paix européenne est assurée, lorsque les relations entre nombre de gouvernements et en particulier entre la France d'une part et la plus grande puissance continentale, l'Union soviétique d'autre part, continuent d'être anormales ?

Au contraire, la présence à Paris d'un représentant diplomatique de l'Union des Soviets et, à Moscou, d'un représentant diplomatique de la France, fourniraient aux deux gouvernements la possibilité de communiquer directement et de s'entendre, ils serviraient précisément à écarter les conflits. Et la paix européenne ne pourrait qu'y gagner. La reconnaissance de la Russie par la France est, à mon avis, le

1 Il s'agit de la « Conférence de Londres sur la question allemande », à laquelle participèrent la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis et un certain nombre d'autres États, et qui se déroula du 16 juillet au 16 août 1924. La conférence approuva le « plan Dawes », qui avait pour but de relancer le potentiel militaro-industriel de l'Allemagne et d'utiliser le militarisme allemand contre l'Union soviétique. Ce plan rendait l'Allemagne dépendante des États-Unis et de l'Angleterre. La conférence décida également de retirer les troupes franco-belges de la Ruhr dans un délai d'un an.

2 Suite au non paiement par l'Allemagne des indemnités de guerre stipulées par le Traité de Versailles, les troupes françaises et belges occupèrent la région industrielle de la Ruhr de janvier 1923 à août 1925.

complément naturel et inévitable de ces concessions que la France doit faire sur la question des réparations, pour ne pas rester isolée.

Je dis cela pour répondre à tous les Français qui ne voient dans la question de la reconnaissance rien d'autre que la solution de la question des dettes et de celle de la propriété privée. Il faut voir beaucoup plus loin. D'ailleurs la question et de la propriété, sans reconnaissance, n'avancera pas d'un pouce. La solution de cette question, sous n'importe quelle forme, n'est possible qu'à condition de reconnaître d'abord. Elle n'est possible qu'après la reconnaissance.

Beaucoup sont déjà arrivés à cette conviction. Qu'est-ce alors, à votre avis, qui empêche la reconnaissance ? Que pensez-vous du rôle du Bloc National³ dans cette question ?

— Sa psychologie est analogue à celle du Parti conservateur anglais. Celui-ci aussi était contre la reconnaissance, pour autant qu'il devait lui-même en prendre l'initiative et renoncer à certaines déclarations déjà faites. Mais il n'a fait que des objections très faibles, lorsque cette reconnaissance fut donnée par [Mac Donald](#). On m'a affirmé qu'avant sa chute, [Lord Curzon](#), aurait dit : « *Je suis heureux de m'en aller, car si je restais au pouvoir, je devrais, dans une semaine, reconnaître les Soviets, ce que je ne veux pas* ». Ces paroles n'ont peut-être pas été prononcées, mais elles reflètent, sans aucun doute, l'esprit du Parti conservateur.

De même, si Herriot reconnaît l'Union soviétique, le Bloc National ne protestera que pour la forme.

Et quel est le rôle du Parti Socialiste ?

— Une fraction de ce Parti est contre la reconnaissance ; mais elle ne pas prendre sur elle – malgré des raisons de parti ou des « liaisons amicales » avec les menchéviks russes – d'agir contre les intérêts du prolétariat et des paysans français...

En parlant de « liaisons amicales », vous faites sans doute allusion aux menchéviks géorgiens ?

— Oui. Certains leaders socialistes mènent autour de la question de la Géorgie⁴ une campagne contre la reconnaissance. C'est leur droit. Mais cette campagne n'est basée que sur de fausses affirmations. Par exemple, il est faux de dire que la Géorgie est à présent une province annexée à la Russie.

La Géorgie a un gouvernement indépendant. Elle est entrée, avec les autres Républiques soviétiques, dans certaines relations fédérales, relations auxquelles elle peut renoncer à sa volonté, comme il est établi par notre Constitution soviétique.

La Géorgie existe et se développe. Mais ce n'est plus la Géorgie des menchéviks, c'est la Géorgie soviétique. Le changement n'a qu'un caractère intérieur et ne concerne nullement les gouvernements étrangers.

Que pensez-vous de l'activité des émigrés ?

— Leur influence anti-russe en France est très grande. La fleur de l'émigration russe monarchiste et bourgeoise est à Paris, y publie des journaux, est en relation avec le ministère des Affaires Etrangères. En particulier, l'ancien ambassadeur tsariste [Maklakof](#), d'accord avec les fonctionnaires du Quai

3 Le *Bloc national républicain*, était une coalition de partis bourgeois réactionnaires dont le chef de file était Georges Clemenceau. Cette coalition dirigea la France entre 1919 et 1924.

4 L'indépendance de la Géorgie avait été proclamée le 20 mai 1918 et formellement reconnue par le pouvoir soviétique par le traité de Moscou du 7 mai 1920. La République démocratique de Géorgie était dirigée par un gouvernement menchevique en conflit latent avec Moscou et était soutenu par l'Entente. Sous prétexte de soutenir un soulèvement ouvrier, l'Armée rouge mena du 15 février au 17 mars 1921 une campagne militaire d'occupation, forçant le gouvernement menchevique à s'exiler.

d'Orsay, a caché les archives de l'ambassade russe, ce qui aura pour résultat de rendre plus difficiles les négociations futures des Soviets avec la France.

Mais je crois que l'influence de l'émigration russe sur le gouvernement français sera paralysée par le fait que la France doit considérer avant tout ses propres intérêts.

C. DAVID.